



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/America-america>

America, america

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 830 - janvier 1985 -

Date de mise en ligne : mardi 24 février 2009

Date de parution : janvier 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Après la réception « triomphale » (60% des voix) (1) de Ronald Reagan, ce n'est évidemment pas avec l'enthousiasme du jeune héros du film d'Elia Kazan que nous poussons ce cri. L'Amérique de Reagan, il est vrai, n'a pas grand chose à voir avec celle de 1896, époque à laquelle Kazan situe son histoire.

Il nous a semblé important, à l'aube de ce nouveau quadriennat du plus que septuagénaire Président-cowboy, de faire le point sur « son » Amérique. Elle est en effet le plus puissant pays de la planète : son PNB représente le quart du PNB mondial et elle consomme le tiers de l'énergie mondiale. Politiquement et économiquement, socialement, militairement, où en sont les USA ?

" A tout seigneur, tout honneur : Reagan - « Vous n'avez encore rien vu » : C'est par ces mots qu'il terminait son allocution à ses partisans au soir de son élection. Ceux-ci l'avaient accueilli aux cris de « quatre ans de plus ». Notre travail n'est pas fini ; il reste encore beaucoup à faire... La reprise économique sera pour tout le monde », avait dit Reagan.

" Sur Antenne 2, le lendemain, Delors, ne semblait pas lui faire écho en répondant aux questions de Christine Ockrent. Il disait en substance que la « reprise » américaine ne l'appatait pas, qu'elle était basée sur une politique financière discutable, sinon douteuse, que la France ne pouvait se permettre, comme les USA, de combler son déficit commercial par la « planche à billets », bref, que nombre de Français seraient moins enthousiastes s'ils étaient mieux éclairés sur l'économie américaine...

" Le même soir, l'éditorialiste du Monde écrivait : « Le complexe militaro- industriel, dont le poids dans la reprise américaine est considérable, ne jouera certainement pas dans le sens d'une reprise des négociations sur la limitation des armements... Le Président paraît de plus en plus convaincu de la nécessité de mettre en place un réseau d'antimissiles, le programme dit de « la guerre des étoiles »... Les Américains ont consacré le pouvoir d'un homme pour qui l'egoisme sacré est un élément constitutif du patriotisme - l'Europe n'a donc à attendre aucune espèce de cadeau ou d'attention particulière. Demain, comme hier, elle sera entendue à la seule mesure de sa force et de sa résolution ».

" Enfin - c'est le plus important - Reagan a peine confirmé dans son fauteuil présidentiel, les chiffres se mettent à parler, confirmant un ralentissement marqué de l'économie américaine : le taux de croissance du PNB, qui était de 10,1 au 1er trimestre 1984, tombe à 7,1 au 2e trimestre et chute à 1,9 au 3e. Passager ? Voire...

Essayons d'analyser. Pendant sa campagne électorale de 1980, Reagan, entouré de « monétaires », avait promis d'éliminer le déficit budgétaire, de réduire les impôts, de limiter au strict minimum l'intervention de l'Etat. Or pendant les deux premières années, sa politique économique a plongé l'Amérique dans la pire récession qu'elle ait connue depuis la guerre : chute (2) de la production, augmentation du chômage. On a alors voulu faire croire que c'était l'étape nécessaire pour qu'apparaissent enfin le ciel bleu et la prospérité ; à preuve un élément significatif la réduction de l'inflation (à quel prix !). Le marasme persistant - sans le crier sur les toits, bien sûr - changement radical de politique : on passe du monétarisme et de l'ultra-libéralisme à un keynésianisme non avoué, à une intervention de l'Etat. Essentiellement :

1) les crédits militaires connaissent une progression fantastique, passant de 5,2 à 8,5 % du PNB : cela représente un nombre considérable de milliards qui relancent la machine économique ;
2) l'Etat intervient massivement par des subventions qui jouent le même rôle et contribuent à créer un déficit budgétaire colossal. C'est qu'en effet, le Président américain ne bénéficiant pas de la durée d'un septennat, il fallait tout faire pour assurer un deuxième mandat ; après on verrait. (Puisqu'on « n'a encore rien vu » !).

Nous, qui sommes moins optimistes que Reagan, que « voyons-nous » ? (avec de nombreux économistes, du reste)

" **Le déficit budgétaire** - qui devait être résorbé en 1984 - atteint des chiffres jamais vus : 195 milliards de dollars en 1983 ; 200 ou plus en 1984. 6 % du PNB (que sont nos malheureux 3 % qui déclenchent les lazzi de la droite bâtonnée devant Reagan ?). La dette fédérale atteint 1 500 milliards de dollars presque la moitié du PNB US ; le service de la dette 150 milliards (17,5 % du budget). Pour

mémoire, 1980, sous Carter, le déficit était de... 60 milliards de dollars.
" Pour subventionner pareil déficit, l'épargne que consacrent les Américains aux emprunts d'Etat est nettement insuffisante. D'où une politique toute « bête » pour attirer les capitaux étrangers : le dollar - recherché par l'Etat - monte, donc les capitaux affluent. En 1984 près de 100 milliards de dollars viendront de l'étranger alimenter le pays le plus puissant du monde. N'est-ce pas... le monde à l'envers ? Cette « razzia » est dramatique pour les investissements dans le reste du monde : quoi de plus sûr, de plus facile, que de se reposer sur le dollar ? C'est à tel point qu'un économiste US a pu écrire : « En continuant à attirer les capitaux étrangers pour financer nos déficits budgétaires, les Etats-Unis sont engagés dans une forme « d'impérialisme de l'épargne » - ». Mieux, pour éviter tout ralentissement de cette « manne étrangère », surtout à la veille des élections, le congrès, en juin 1984, a supprimé la taxe de 30 % sur les intérêts versés aux investisseurs étrangers en obligations américaines.

On ne répêtera jamais assez à tous ces braves gens qui prennent la valeur du dollar pour un signe de bonne santé de l'économie américaine, que c'est précisément le contraire qui correspond à la réalité profonde.

Et que dire du déficit du commerce extérieur (première conséquence en grande partie d'un « dollar fort » ?) De 28 milliards de dollars en 1981, il passera aux environs de 120 en 1984. Mais, comme le remarquait J. Delors, les Américains, eux, peuvent faire fonctionner la « planche à billets », billets consacrés monnaie internationale à Bretton Woods au lendemain de la guerre.

" **Le libéralisme ?** Parlons-en. Reagan a battu tous les records : en 1983, les subventions à l'agriculture ont atteint 53 milliards de dollars, soit près de deux fois le revenu annuel des agriculteurs (en France, les subventions de l'Etat ou de la Communauté Européenne représentent 75% du revenu agricole). Electorat oblige... sans compter l'autorisation de vendre du blé à l'URSS, « l'empire de Satan ».

On n'a pas non plus oublié la subvention - équivalent à une nationalisation - de la 8e banque américaine, la Continental Illinois : 4,5 milliards pour éviter la banqueroute... et les réactions en chaîne. On ne parle jamais dans la presse des nombreuses banques américaines qui font faillite. Quant à la principale subvention - l'armement - nous avons déjà vu de combien elle avait augmenté en 4 ans. Elle atteint 300 milliards de dollars, soit le 1/3 du budget.

" **La politique sociale.** Il est de notoriété publique que Reagan a diminué le budget social (nouvelle coupe sombre de 9 milliards en 85 pour les allocations « bas revenus ») ; qu'en 1984, 35 millions d'Américains - 15 % de la population - vit au dessous du seuil de pauvreté (contre 29 millions en 1980) ; que les plus pauvres deviennent encore plus pauvres alors que les plus riches sont de plus en plus riches (10 % de plus en moyenne).

Nous avons, dans la Grande Revue de mars 1984, dans un article intitulé « Sortir de la crise : à gauche ou à droite », essayé de montrer le danger de voir une société dualisée émerger de la crise, dans la société capitaliste. Cela se vérifie, hélas, aux USA ; et cela se propage dans les autres pays capitalistes qui n'ont d'yeux que pour l'Amérique de Reagan. (Voyez en France, la « découverte » des « nouveaux pauvres »). Quelle conclusion apporter à ce survol ?

Au risque de choquer, nous disons Reagan a-t-il raison ? Tant mieux. Pourquoi ? Nous sommes persuadés - compte tenu des faits et des opinions relatés dans cet article - que la reprise américaine est factice, fragile, vouée à l'échec à court terme. Reagan, qui a menti, triché, va maintenant devoir payer pour son premier quadriennat. Imaginons que Mondale ait-t-il raison. Il aurait immédiatement - rappelez-vous : 1,9% de croissance au 3e trimestre - des méfaits des options Reagan et il aurait « porté le chapeau ».

Reagan va devoir assumer son échec. Seul. Et cet échec aurait (« aura », espérons-nous), un formidable retentissement dans les autres pays, chez ses admirateurs notamment ; chez nous, les Chirac, Barre et consorts. C'est sans doute la seule chance de la vraie gauche pour 1986, si l'édifice s'écroule d'ici là. La « fausse sortie » de la crise d'une Amérique tant admirée, encensée, montrerait clairement que la crise du capitalisme est bien structurelle, incontournable, comme nous le soutenons, et non conjoncturelle, liée aux grandes mutations techniques en cours, comme on veut nous le prouver.

Mais il faut demeurer très attentif. Le capitalisme aux abois peut toujours avoir recours au pire : la guerre, des « petites guerres », civiles ou non (voir, dès le lendemain de l'élection de Reagan, le « montage » du cargo de Migs 21 contre Managua) ou, si nécessaire, la Guerre, la « grande ». C'est faire preuve de lâcheté - ou d'ignorance - que de balayer le danger d'un revers de main en invoquant la dissuasion, l'équilibre de la terreur. La « guerre des étoiles » n'est pas un mythe : cette nouvelle stratégie repose sur des études sérieuses. Les médias nous familiarisent avec cette idée. Le jour où l'un des deux grands aurait trouvé la parade totale - ou presque - aux engins nucléaires de toute sorte, qui sait s'il ne prendrait pas le risque d'essayer d'en finir avec l'adversaire.

(1) : D'après un sondage SOFRES/LE MONDE, 38 % des Français auraient voté pour Reagan contre 25 pour Mondale. Alors...

(2) : Chute et non baisse, comme chez nous, ce qui relativise les 7 % affichés lors de la reprise.